

Retard dans le calendrier du recensement de la population au Burundi

PANA, 31/08/2008 Bujumbura, Burundi - Un délai supplémentaire de quelques jours sera nécessaire pour boucler le troisième Recensement général de la population et de l'habitat au Burundi initialement prévu du 16 au 30 août 2008, apprend-on de source officielle à Bujumbura. Le directeur national du Bureau central de recensement (BCR), Thérèse Mbonabuca, a fait état, dimanche, de trois grandes communes de Bujumbura, la capitale du Burundi, où le travail des agents recenseurs n'est pas achevé.

A l'intérieur du pays, le directeur national du BCR est, par contre, montré plus satisfait, à l'exception de quelques marginaux" qui restent à recenser. "Là où le recensement ne s'est pas bien passé, les chefs de ménage sont restés introuvables ou ont simplement claqué la porte sous le nez des agents recenseurs", a affirmé M. Mbonabuca, faisant également état de rupture de stocks du matériel de recensement à un certain moment. Le recensement avait connu un début de politisation dans certains milieux de l'opposition qui croyaient savoir que le parti au pouvoir aurait usé de son influence dans le choix des agents recenseurs à sa solde. Le directeur national du BCR a néanmoins espéré une fin heureuse du recensement et la publication des résultats provisoires avec le début du mois d'octobre prochain. Les résultats définitifs attendront la fin de l'analyse, du traitement des données et cela d'ici 2009, après les deux premiers recensements au Burundi qui ont été réalisés respectivement en 1979 et 1990. Les Nations unies recommandent aux Etats de réaliser un recensement général de la population et de l'habitat tous les dix ans, mais faute de moyens et à cause de l'instabilité politique, le Burundi n'a pas pu respecter cette périodicité. Le troisième Recensement général de la population et de l'habitat est donc attendu avec un grand intérêt dans un pays où plus de 14 ans de guerre civile ont considérablement modifié les données démographiques et socio-économiques nationales, du fait de la destruction massive des biens et des pertes en vies humaines.